



La proposition, déposée hier par l'UMP, a été rejetée

## La région ne veut pas financer les caméras dans les petits commerces

Une niche pour un coup de gueule. La droite, par le biais du groupe Mouvement populaire (MP) dirigée par Valérie Pécresse, a déposé hier au conseil régional une proposition de texte — une niche dans le jargon — pour sécuriser les petits commerces et les services de proximité. « Les atteintes aux biens ont augmenté de 4 % entre juin 2012 et mai dernier. Rien que pour les cambriolages, la progression est à deux chiffres dans cinq départements : + 10 % dans l'Essonne, + 14,1 % dans le Val-de-Marne, + 16,9 % dans les Yvelines, + 18,5 % à Paris, + 22,2 % dans les Hauts-de-Seine. La situation est préoccupante. Chaque jour, on recense une vingtaine de commerçants cambriolés et deux commerçants agressés à main armée » a dénoncé l'élue UMP s'appuyant sur des chiffres de l'Observatoire de la délinquance.

### ■ La droite prévoyait 500 000 €

Pour tenter d'enrayer ce processus, l'UMP brandit l'arme de la vidéosurveillance. « Je propose la mise en place d'une aide de 50 % pour l'achat du matériel, dans la limite de 15 000 €. Un taux qui serait porté à 80 % pour les commerces situés dans

les zones dites sensibles (ZUS) », décrypte Jean-Paul Faure-Soulet (UMP). Dans un premier temps, la chef de file de l'UMP prévoit une enveloppe de 500 000 €. Où trouver cette somme ? « Quand on voit que la région finance une piste cyclable à Santiago-du-Chili ou la lutte contre la toxicomanie à Jérusalem, de l'argent, je peux vous en trouver ! »

Côté majorité, Guillaume Balas, président du groupe PS, lance la contre-attaque : « Quelle hypocrisie ! Vous avez ôté 10 000 policiers et flingué la police de proximité lorsque vous étiez au pouvoir. Qui va regarder les bandes filmées ? Nous sommes en présence d'une instrumentalisation d'un fait divers (*NDLR : l'affaire du bijoutier de Nice*) comme le sarkozysme — et ses héritières — en a l'habitude. » Jean Lafont (EELV) renchérit : « Ce n'est pas la vocation de la région de financer des équipements privés qui, en outre, n'ont aucun effet. » Eric Coquerel (PG) abonde : « Il n'y a aucune preuve que la vidéosurveillance soit un outil efficace. Selon le sociologue Laurent Mucchielli, elle ne permet de résoudre que 2 % des faits ». En fin d'après-midi, le conseil régional a rejeté cette proposition. **BERTRAND SCHNEIDER**